Compte-rendu de l'assemblée générale de l'APEPA au congrès de Brie-Comte-Robert

Vendredi 23 août 2024

Le 53ème Congrès des associations (A.N.E.A.P. - A.P.E.P.A.) est organisé au Lycée agricole de Brie Comte Robert (Seine et Marne), du 19 au 23 août 2024. Dans ce cadre, les deux associations tiennent une assemblée générale (AG) le vendredi 23 août 2024, en présence des membres ayant participé au congrès annuel.

La séance débute par la présentation des personnes présidant l'Assemblée :

- Clara WANG, enseignante de zootechnie au LEGTA de Brie-Comte-Robert et présidente de l'ANEAP,
- Lionel CHRISTMANN, enseignant en Physique-Chimie au LEGTA d'Obernai et président de l'APEPA,
- Emmanuelle LOQUET, TFR Laboratoire au LEGTA d'Angers et représentante des personnels de Laboratoire,
- Emmanuel HEMERY, chef du SRFD en île de France.

Clara WANG et Lionel CHRISTMANN remercient les congressistes pour leur présence et leur participation, ainsi que Mr HEMERY pour avoir répondu à leur invitation, celui-ci ayant un lien fort avec le Lycée de Brie-Comte-Robert.

M HEMERY déclare connaître l'APEPA depuis longtemps et déplore que la subvention allouée à l'association n'ait pas évolué significativement depuis bon nombre d'années. Il y a en ce moment un virage agroécologique qui est mis en œuvre et selon lui, il n'y a pas d'agroécologie sans base scientifique forte (toutes sciences confondues). La place des sciences est incontournable dans l'accompagnement à la transition. Le changement est toujours inconfortable et les sciences permettent de comprendre pourquoi toute modification est nécessaire et essentielle. Comme le disait Rabelais « *Science sans conscience n'est que ruine de l'âme.* ». La transition ne peut se faire que dans un écosystème où les professeurs de sciences sont impliqués afin que les futurs agriculteurs, et même les futurs citoyens, aient les moyens d'en cerner les enjeux. Les élèves savent se servir des outils, le travail des enseignants est donc maintenant de donner l'envie de comprendre plutôt qu'apprendre. L'acte d'apprendre à produire autrement passe par la maîtrise des aspects scientifiques et la compréhension du monde passe par des enseignants qui travaillent de façon conjointe.

Lionel CHRISTMANN expose les conclusions des travaux de l'APEPA :

Pour défendre nos valeurs, il faut exister et être connu. Dans les différentes régions, il est parfois difficile pour les jeunes d'entrer en lycée agricole, le fléchage du choix agricole est plus compliqué que pour un établissement de l'Education Nationale (en 2de et en BTS). Pour avancer sur ce point, le ministère pourrait faire figurer les lycées agricoles dans le classement des lycées publié dans la presse, d'autant que nos résultats aux examens sont bons et les critères de progression entre la classe de seconde et l'examen aussi.

Ce problème se rencontre même sur Parcoursup, où la formation BTSA Anabiotec n'apparait pas selon Jérôme THURILLAT. Aussi pour mieux concurrencer les BUT, il faudrait proposer une formation à bac +3 au lieu des BTSA en deux ans, mais il y aura sans doute un frein pour les enseignants à exercer en bachelor.

En sciences, l'aspect expérimental est primordial, c'est pourquoi porter les seuils de dédoublement à 27 est une aberration au vu non seulement de la capacité d'accueil de la très grande majorité des salles de travaux pratiques, mais aussi de la possibilité qu'a l'enseignant de suivre simultanément les manipulations d'autant d'élèves pour les faire progresser. Certes les crédits de dédoublement existent si les salles n'ont pas la possibilité d'accueillir 27 élèves, mais il est usant de le rappeler tous les ans. Pour limiter les risques, ainsi que pour la qualité de l'enseignement, il serait souhaitable de ne pas dépasser 24 élèves au laboratoire.

En ce qui concerne les futurs enseignants, il devient très difficile d'en recruter de qualité en sciences physiques. Comme pour le CAPES à l'EN, les candidats manquent car les concours n'attirent plus, et les enseignants contractuels ne renouvellent pas toujours leur contrat : le métier nécessite d'être revalorisé (tout comme que le point d'indice des fonctionnaires).

A signaler enfin que l'Inspection de l'Enseignement Agricole se rendait aux réunions de fin de congrès et sans leur présence, les personnels se sentent un peu délaissés. Il semble collectivement souhaitable que la DGER accompagne davantage les personnels afin de mieux saisir le fonctionnement, notamment pour les primo-arrivants.

Clara WANG expose la conclusion des travaux de l'ANEAP :

Les problématiques se rejoignent malgré les spécificités de chaque discipline.

Il y a une certaine préoccupation sur le BTSA : peu de recrutement ce qui pousse au regroupement de sections dans une même classe. On observe dans plusieurs lycées diverses solutions (mixages de niveaux, d'options…), ce qui donne une impression de bricolage et du coup la transition est plus longue que la vitesse des réformes.

La visibilité des formations n'est pas suffisante, les apprenants choisissent leur formation sans être suffisamment informés et prennent le risque d'être déçus, ce qui n'améliore pas l'image de l'enseignement agricole.

Qui dit réforme des BTS dit semestrialisation. Ainsi le travail doit être mieux organisé dans l'équipe pédagogique et demande aussi une plus grande implication, ce qui n'est pas toujours chose aisée en fonction des équipes. Même chez les enseignants volontaires, on ressent un manque d'accompagnement. Le congrès permet des améliorations, mais on entend chez nos collègues un manque de conviction.

La politique d'ouverture et de fermeture de classe est difficile à cerner : comme nombre d'agriculteurs en France dans l'avenir baissera encore, il faut ouvrir le recrutement en lycées agricoles à un spectre plus large.

Emmanuelle LOQUET lit la lettre des personnels de Laboratoires.

M HEMERY promet qu'il diffusera l'information du congrès aux chefs d'établissement ainsi que notre volonté de travailler avec plus de proximité. Il suggère aussi de la transmettre aux SFRD et aux listes de TFR de Laboratoires. A la question de Marc VERSEPUECH sur la perception de nos associations par le SRFD, M HEMERY répond que nos associations n'ont pas un poids important, mais que pour être reconnues il faudrait effectivement diffuser les documents aux SRFD et aux directeurs d'établissement, faire du *lobbying* au niveau régional. Pour ce qui est de l'inscription des lycées agricoles dans le classement national des lycées, il n'a pas idée de la manière de procéder. Il y a une question de notoriété des établissements qui dépend également des résultats aux examens. Dans la Région Ile de France, recruter est un travail de tous les instants (que ce soient les élèves ou les personnels), l'inquiétude réside sur les BTSA car l'offre de formation est importante et l'enseignement agricole est noyée dans cette offre variée. Pour les formations à niveau bac + 3, la DGER travaille actuellement à la mise en place de formations reconnues au niveau européen, ce qui peut valoriser les métiers de l'agriculture et leur donner de l'attractivité, en intégrant les nouvelles technologies et les problèmes d'énergies. Pour y enseigner, il y aura une double accréditation : plusieurs établissements vont s'associer avec AgroParisTech pour pouvoir mettre en place le Bachelor dans des établissements plus petits.

A propos de la baisse des effectifs en BTSA et les réformes de l'enseignement dans ces filières, Béatrice LAURET signale qu'il y a un problème pédagogique car on demande à certains enseignants d'entrer en situation professionnelle, or pour les matières générales c'est « mission impossible ». M HEMERY répond que mixer les sections permet d'ouvrir une section pleine plutôt que plusieurs petites sections, ce que la DGER ne veut pas, cela évite de fermer complètement des sections et de se séparer des enseignants. M HEMERY a conscience que ce choix est insatisfaisant mais n'en a pas d'autre.

Il ajoute que les réformes vont continuer à provoquer un inconfort. Le registre national de certification professionnelle donne la fréquence des réformes des différentes filières, les capacités sont amenées à évoluer et il paraît indispensable que les enseignants travaillent de manière croisée.

Béatrice LAURET et Jérôme THURILLAT s'accordent à dire que la liberté pédagogique c'est bien, mais que la pluridisciplinarité doit être mieux fléchée afin d'éviter les isolements de certaines matières et les tensions au sein des équipes. M HEMERY leur répond qu'il faut que les équipes fonctionnent ensemble, qu'elles décident des pluridisciplinarités à mettre en place et qu'elles profitent de ces espaces de liberté tout en évitant que ce ne soient toujours les mêmes qui récupèrent les heures de pluri. Il ne faut pas baisser les bras et ne pas jouer au jeu de pouvoir.

Fin de l'AG.

A noter pour le fonctionnement de l'APEPA :

- Le bureau est reconduit à l'identique
- Le budget présenté par Jérôme THURILLAT, trésorier, est voté.
- Les cotisations restent inchangées. On ajoute un système de parrainage : lorsqu'on amène un nouveau membre actif au congrès, on est dispensé de la cotisation annuelle de 25 euros.

Discours des personnels de laboratoire 23/08/24

C'est avec grand plaisir que personnels de laboratoire et enseignants de physique chimie et biologie se sont retrouvés à Brie-Comte-Robert en Seine et Marne (77).

Clara et Matthieu nous ont concocté un programme varié de visites et de découvertes de la région, à la fois culturel et scientifique. Nous avons également pu découvrir les nouveautés des fournisseurs de matériels scientifiques lors de démonstrations dans les laboratoires du Lycée Bougainville.

Se retrouver au congrès est un moment privilégié pour rencontrer les collègues de laboratoire. Étant le plus souvent assez isolés les uns des autres, c'est l'une des rares occasion d'échanger ensemble sur nos pratiques professionnelles notamment sur les problématiques pédagogiques liées à la mise en place des travaux pratiques mais également sur le fonctionnement des laboratoires (sécurité, organisation, entretien, gestion...) ainsi que sur les conditions de travail des personnels.

Suite à ces échanges, on constate quelques disparités entre établissements :

- **La dotation des personnels** : les personnels de Laboratoires se font rares et sont pourtant très utiles à l'enseignement des sciences, néanmoins il y a toujours des établissements où les quotas ne sont pas respectés, où le travail effectué pour des CFA ou des CFPPA n'est pas reconnu.

- **La fréquence des visites médicales** : beaucoup de personnel de laboratoire n'ont pas eu de visite médicale depuis plusieurs années ce qui n'est pas conforme à l'obligation réglementaire (ref.).

Les RH et les inspecteurs santé et sécurité en sont conscients mais le manque de médecins de prévention pose problème.

- **La gestion des heures supplémentaires** : Pour que le service laboratoire fonctionne, les techniciens ont pour mission d'adapter leurs horaires afin de répondre au mieux aux surcharges de travail qui peuvent survenir sur certains temps forts de l'année (Semestrialisation, CCF, ECE,..). Il arrive donc que des heures soient déplacées et/ou ajoutées pour s'adapter au mieux au planning des manipulations, et ces heures doivent être comptabilisées et justifiées auprès du responsable hiérarchique.
Afin d'éviter les lourdeurs administratives de ce suivi horaire généralement effectué sur papier, ne pourrait-on pas envisager l'utilisation d'un logiciel de gestion des temps de travail (ex : *gfi chronotime*) dans les établissements d'enseignement ? Ceci soulagerait certainement d'autres agents également.
Il est également important de fixer une règle commune dans la gestion des heures supplémentaires.

- **Les formations :** FORMCO et RENOIRH sont de bons outils qui encouragent les agents à plus de formations, hélas les formations concernant les laboratoires sont très peu nombreuses ou difficiles d'accès (trop loin, trop long, avances de frais difficiles… on peut difficilement quitter son poste sans se retrouver avec une surcharge de travail à récupérer ensuite).
Lors de nos entretiens annuels, nous effectuons des demandes mais n'avons pas de retour. Une formation comme « Echanges de pratiques en Physique-Chimie / Biologie-Ecologie / Agronomie » ou « Entretien et réparation des matériels courants » dans chaque Région remporterait à coup sûr un franc succès et permettrait certainement de réduire certaines dépenses dans les établissements !

- **La clarification de certaines notes de service :** il apparaît important de mettre à jour et de diffuser les Notes de Service qui concernent l'utilisation des produits chimiques toxiques et CMR ainsi que l'utilisation des souches microbiennes.

- **La fiche de poste :** il est important que les fiches de postes soient rigoureusement respectées, en effet il n'est pas rare de voir des personnels effectuer des missions ne faisant pas partie de leur fiche de poste (ex : surveillance d'examen sur leur temps de travail, gestion de dossiers, …*).*

- **L'évolution de carrière :** la présence des IGAPS est un éclaircissement bienvenu dans la connaissance du fonctionnement administratif et de l'évolution de carrière, mais les agents ne sont pour autant pas avertis de leur proposition d'avancement sur la liste d'aptitude ou des possibilités d'évolution autres (concours rares, possibilité de changer de Ministère…).

- **La communication :** Au cours de ce séjour il nous a paru important de promouvoir l'intérêt du congrès auprès des personnels qui ne participent pas encore, aussi nous avons réfléchi à comment améliorer la communication pour faire la promotion des associations, pour ce faire il serait vraiment très intéressant de finaliser une liste de diffusion de tous les TFR et enseignants en Sciences de l'enseignement agricole afin de toucher un maximum de personnels.

Les congressistes tiennent enfin à remercier la Direction du Lycée de Bougainville pour nous avoir permis d'utiliser leurs locaux ainsi qu'Aurélien Neveu et Alexandre Fagot qui nous ont très généreusement accompagné pendant cette semaine et bien sûr Clara et Matthieu pour l'organisation de ce congrès!

Pour l'APEPA et l'ANEAP, les Techniciens de laboratoires